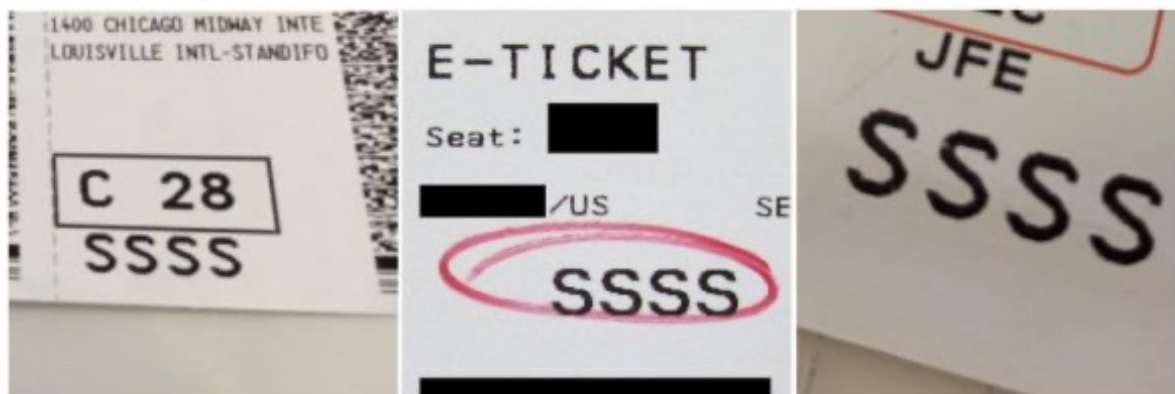




L'État de sécurité nationale tue la liberté d'expression

Les gouvernements et les institutions utilisent la guerre juridique pour faire taire les voix indépendantes

[PHILIPPE GIRALDI](#) • 30 AOUT 2024



Il est intéressant d'entendre le président Joe Biden affirmer que la démocratie est en jeu dans les prochaines élections nationales alors que lui et ses collègues du Parti démocrate ont tant fait pour entraver la libre discussion de questions qui devraient être considérées comme importantes par l'électorat. Joe a agi par décret en ouvrant la frontière sud des États-Unis à l'invasion massive d'immigrants illégaux et a engagé les États-Unis à participer à deux guerres sans aucune déclaration de guerre ni justification crédible pour entrer dans les conflits en termes de sécurité des États-Unis. Plus précisément, en ce qui concerne la façon dont cela affecte chaque Américain, Biden et ses collègues ont mené des campagnes électorales basées sur le principe que ses adversaires étaient aidés par l'ingérence de gouvernements hostiles dans le processus. En réalité, si l'ingérence extérieure dans les élections est un vrai problème, c'est un crime qui concerne davantage le meilleur ami de Joe, Israël, que tout ce qui vient de la Russie, de la Chine ou de l'Iran.

Mais le seul sujet qui fait partie intégrante de la corruption électorale et dont on ne parle pas suffisamment est la cooptation de la police nationale et des agences de renseignement pour en faire des agents de facto du parti au pouvoir, plus récemment des démocrates. Après les élections de 2016, l'utilisation de ce qu'on appelle l'État profond pour noircir Donald Trump par le biais d'allégations émanant des forces de l'ordre fédérales agissant en collusion avec la campagne d'Hillary Clinton et de certains médias a été révélée. En raison de cette révélation, le concept d'un État profond qui fonctionne indépendamment des élections ou des élus a commencé à prendre forme dans l'esprit de nombreux observateurs de la scène politique de Washington.



SHIVAYA INFO



L'administration Biden a poussé encore plus loin la relation incestueuse avec ses forces de l'ordre et ses agences de renseignement. Elle a cherché à établir un [« Conseil de gouvernance de la désinformation »](#) au sein du Département de la sécurité intérieure, qui aurait été habilité à dénoncer la crédibilité des citoyens qui se plaignaient des actions du gouvernement en se fondant sur la fiction selon laquelle ce qui se passait était une perturbation délibérée du gouvernement au moyen de fausses informations. Cela s'appliquait même à la main de plus en plus lourde employée par les Biden en matière d'éducation, où les parents qui exprimaient leur désaccord avec la théorie critique de la race et d'autres contenus woke enseignés dans les écoles ainsi que la discrimination sexuelle agressive, étaient commodément qualifiés de « terroristes nationaux ». En bref, quiconque n'est pas d'accord avec la politique gouvernementale est devenu un problème « national » et sera confronté à l'utilisation complète des ressources gouvernementales pour criminaliser ou dissuader un tel comportement que certains se souviendront peut-être qu'on appelait autrefois la « liberté d'expression ».

Heureusement, les gens commencent à prendre conscience de ce qui se passe et qui crée un monde dans lequel les gouvernements conspirent activement pour éliminer toute critique de leurs actes. Tout cela rappelle le supplice infligé au journaliste de renom Julian Assange par les gouvernements britannique et américain pendant plus de douze ans, dont cinq dans une prison de haute sécurité, pour avoir révélé des détails sur le comportement officiel douteux, voire illégal, de soldats américains en Irak.

Deux utilisations intéressantes des ressources de la police fédérale pour faire taire les dissidents ont eu lieu récemment aux États-Unis, impliquant des personnalités politiques de premier plan qui sont surveillées et harcelées pour rien de plus que leurs opinions contraires exprimées sur les guerres américaines. Il s'agit de Scott Ritter, un ancien Marine et inspecteur en armement, et de Tulsi Gabbard, une ancienne membre du Congrès d'Hawaï et lieutenant-colonel de réserve dans la Garde nationale de cet État. Ce qui leur a été fait par l'administration Biden en utilisant comme outil de prédilection les services de sécurité du pays est bizarre et presque inimaginable pour ceux qui croient encore que les États-Unis sont une démocratie fonctionnelle dont les droits des citoyens sont protégés par une constitution écrite et un système judiciaire qui applique les lois sans tenir compte de qui est au pouvoir ou des plaidoyers d'intérêts particuliers.

Ritter a eu [deux accrochages récents](#) avec le FBI. Le 3 juin, ¹¹ a tenté de prendre l'avion pour la Russie afin de prendre la parole lors d'une conférence internationale lorsqu'il a été arrêté à l'aéroport et que son passeport lui a été confisqué sur ordre du Département d'État.



SHIVAYA INFO



Aucune explication n'a été donnée pour cet acte et il n'a reçu ni reçu ni mandat expliquant les motifs de la saisie du document. Il ne lui a pas été restitué depuis. Le 7 août, 41 agents du FBI sont arrivés sans prévenir et ont procédé à une perquisition au domicile de Ritter dans l'État de New York. Ils ont confisqué des documents et des appareils de communication électronique. Il est intéressant de noter qu'ils avaient en leur possession un épais dossier contenant des copies de nombreux de ses courriels et messages téléphoniques, ce qui indique qu'il était sous surveillance depuis un certain temps. Il est de notoriété publique que le FBI, la NSA et la CIA disposent de capacités de surveillance mondiale qui leur permettent de surveiller les téléphones et les courriels de n'importe qui, voire de tout le monde, en temps réel. On peut donc supposer que Ritter n'était qu'une de leurs nombreuses victimes.

L'affaire Gabbard est encore plus déconcertante car, bien qu'elle critique activement la guerre en Ukraine, Tulsi est une ancienne députée du Parti démocrate et officier de l'armée qui était et est éminemment respectable. Elle serait traquée par les agents de la sécurité aérienne de la Transportation Security Administration, qui font partie de l'opération secrète Quiet Skies de l'agence visant les menaces présumées envers les avions et les aéroports. Les personnes sous surveillance de Quiet Skies ont un SSSS imprimé sur leurs billets d'embarquement, ce qui nécessite qu'un d'entre eux soit mis à part avant l'embarquement pour un contrôle supplémentaire. Gabbard estime que l'inscription de Tulsi sur la liste des cibles de Quiet Skies de la TSA était « clairement un acte de représailles politiques. Ce n'est pas un hasard si j'ai été inscrite sur la liste Quiet Skies le lendemain d'une interview en prime time où j'ai averti le peuple américain que... Kamala Harris serait mauvaise pour notre pays si elle était élue présidente ». Gabbard a observé que, malgré ses 21 ans de service dans l'armée américaine, « mon gouvernement me surveille désormais en tant que terroriste national potentiel... me forçant à toujours regarder par-dessus mon épaule, à me demander si et comment je suis surveillée, sur quelle liste secrète de surveillance du terrorisme je figure, et sans aucune transparence ni procédure régulière ». Un commentateur sur Twitter a noté que « la seule chose que Tulsi Gabbard a fait exploser, c'est la précédente campagne présidentielle de Kamala. C'est pour cela qu'elle est sur une liste ».

Un ancien agent de la TSA a expliqué qu'en raison de son inscription sur Quiet Skies, Gabbard aurait plusieurs agents de sécurité aérienne sur « chaque vol, chaque étape » et que des équipes canines « manœuvreraient jusqu'à la zone de la porte [d'embarquement]... flottant autour pour essayer de détecter une odeur... Lorsqu'elle voyage en avion, un ou plusieurs agents de sécurité aérienne voyagent avec elle. Dans certains cas, elle est accueillie par une équipe d'agents avec des chiens renifleurs lorsqu'elle descend de l'avion. »



SHIVAYA INFO



Tulsi pense qu'elle pourrait être ciblée par la Maison Blanche en raison de sa position anti-guerre, mais elle a également soutenu Donald Trump pour la présidence et le gouvernement utilise donc les forces de l'ordre comme arme pour l'intimider et la discréditer.

L'Europe est également partie à bord du train de la mort de la liberté d'expression. Une autre arrestation récente est celle de [Pavel Durov](#) en France, accusé d'avoir permis l'utilisation de son service Internet pour mener des actions illégales comme la collusion avec le crime organisé, le trafic de drogue, la fraude et la distribution de pornographie infantile. Il a été temporairement libéré sous caution de 5 millions d'euros le 28 août, ^{mais} ne peut pas quitter la France. Durov est le fondateur de Telegram, le plus grand service de messagerie cryptée au monde avec plus d'un milliard d'utilisateurs. C'est un multimilliardaire au style de vie flamboyant et il possède également la nationalité française et des Émirats arabes unis. Et il y a inévitablement [un aspect israélien](#) lié à la diffusion par Telegram de vidéos explicites des atrocités israéliennes perpétrées à Gaza. Les procureurs français diront sans doute qu'il s'agit d'autoriser le « discours de haine », mais Durov a la nationalité française et voyage dans et hors du pays depuis des années. L'arrestation, qui peut signifier vingt ans de prison, n'a eu lieu qu'après une plainte d'Israël. Le grand rabbin de France Haïm Korsia a justifié le massacre de Palestiniens à Gaza par Israël lors d'une interview à la télévision française et a ensuite exhorté le gouvernement israélien à « finir le travail ». Il n'a pas été arrêté pour avoir cautionné un crime de guerre et n'a même pas été réprimandé par le Premier ministre Emmanuel Macron. De même, la décision des États-Unis d'interdire TikTok, propriété de la Chine, est en grande partie due au fait qu'il autorise également les vidéos de Gaza et que les plaintes d'Israël ont poussé un Congrès américain normalement endormi à interdire le site. Il s'agit de créer un Internet qui n'abrite pas de contenu que les Juifs n'aiment pas, et cette règle s'applique également aux journalistes individuels. Le 14 août, ^{le} journaliste indépendant britannique Richard Medhurst a été [arrêté par la police](#) à l'aéroport d'Heathrow à Londres et interrogé alors qu'il était en isolement pendant 24 heures. Son téléphone et son ordinateur portable ont également été confisqués pour une possible violation de l'article 12 de la loi britannique sur le terrorisme, qui permet de condamner une personne et de la emprisonner jusqu'à 14 ans pour ce qui est un délit de pensée – « exprimer une opinion ou une croyance qui soutient une organisation [terroriste] interdite ». Medhurst n'était coupable que d'avoir critiqué régulièrement et ouvertement le massacre des Palestiniens par Israël. Toujours au Royaume-Uni, le 29 août, la journaliste indépendante Sarah Wilkinson a vu son domicile perquisitionné par 12 policiers de la force antiterroriste qui ont confisqué ses papiers et ses appareils électroniques.



SHIVAYA INFO



Ils lui ont dit qu'elle était en état d'arrestation en raison de « contenus qu'elle avait postés en ligne » et qui étaient très critiques à l'égard du génocide israélien des Gazaouis.

Les mesures prises contre les fournisseurs d'accès à Internet ont sans aucun doute alerté le milliardaire Elon Musk et d'autres sur la possibilité qu'ils soient bientôt attaqués, dans le cas de Musk à propos de son site X (Twitter). Faisant référence à l'arrestation de Durov, Musk [a décrit](#) les attaques actuelles contre les sites d'information comme « une période dangereuse ». Le lieutenant-colonel à la retraite de l'armée américaine [Alexander Vindman](#), un juif ukrainien de naissance, qui a fait des vagues en tant que témoin clé soutenant la destitution de l'ancien président Donald Trump, a émis un avertissement à peine voilé après l'arrestation de Durov, [saluant la décision](#) d'exiger la censure des sources d'information sur Internet. Vindman a attribué cette évolution à « ... une intolérance croissante à la désinformation et à l'influence malveillante des plateformes et à un appétit croissant pour la responsabilité. Musk devrait être nerveux. »

Le juge Andrew Napolitano a lui aussi été récemment victime d'une tentative [de le faire taire, lui](#) et les critiques de la guerre qui interviennent dans son programme d'interviews, en suspendant temporairement une plateforme Internet qu'il utilise depuis des années. YouTube a affirmé que cette mesure était due à de fausses informations apparues lors d'une session avec le journaliste internationalement respecté Pepe Escobar, qui adopte une position résolument antiguerre. Mais rien dans l'interview ne suggère qu'il y ait eu quoi que ce soit qui mérite d'être censuré en tant que désinformation délibérée. En réalité, la volonté de Napolitano de fournir une plateforme à de nombreux experts dont les opinions ne sont pas les bienvenues dans les médias grand public a conduit davantage de personnes de ce type à rejoindre sa liste d'invités, ce que l'administration Biden semble considérer comme une menace. Les médias sont en général les principales cibles des mesures gouvernementales illégales, mais les efforts visant à n'autoriser que les discours acceptables progressent également dans d'autres domaines. Les écoles et les universités se dépêchent de créer des campus à l'épreuve des manifestations pour la prochaine année universitaire, mais cela se traduit trop souvent par la fin des manifestations critiques envers Israël et sa politique. Les manifestants pro-israéliens qui soutiennent ouvertement le génocide contre les Palestiniens ne seront pas dérangés. L'Université de New York a, par exemple, [déclaré que](#) les étudiants et les professeurs qui discriminent ou harcèlent les « sionistes » peuvent violer les politiques de l'Université de New York sur les discours de haine et peuvent être suspendus ou expulsés.



SHIVAYA INFO



Les groupes qui soutiennent Israël pensent que l'utilisation du mot « sioniste » de manière péjorative sert de couverture pour des attaques contre les Juifs ou les Israéliens. Aujourd'hui, l'Université de New York, qui, comme de nombreuses universités, a été paralysée par les troubles pro-palestiniens au cours de la dernière année scolaire, semble être la première université à prendre position sur l'utilisation de ce terme. « Utiliser des mots de code comme « sioniste » n'élimine pas la possibilité que votre discours viole la politique NDAH [Non-discrimination et anti-harcèlement] », peut-on [lire dans les nouvelles normes de la communauté étudiante de l'université de New York](#). En d'autres termes, si vous traitez quelqu'un de « sioniste », vous êtes probablement toujours un antisémite ! La section de l'université de New York de Jewish on Campus a expliqué que la nouvelle politique « le montre très clairement : le sionisme est un élément essentiel de l'identité juive ». Les groupes pro-palestiniens présents sur le campus ont objecté, observant comment le nouveau code de conduite « criminalise la solidarité avec la Palestine ».

Dans une autre initiative visant à « protéger » les étudiants sionistes vulnérables de la montée présumée de l'antisémitisme universitaire, la Fondation Hillel, un groupe de soutien aux étudiants juifs actif sur de nombreux campus américains, a lancé une campagne intitulée « Opération Sécuriser nos campus » dans plus de 50 universités américaines. Des réunions ont été organisées avec les administrateurs des universités locales, la police et le FBI pour élaborer au moins dix mesures à prendre pour mettre fin aux manifestations pro-palestiniennes au cours de la prochaine année universitaire. Les manifestations pro-israéliennes ne seront apparemment pas affectées par la nouvelle réglementation.

Et il y a encore plus, cette fois-ci de la part des républicains. Cinq sénateurs, Joni Ernst, Kevin Cramer, John Thune, Roger Marshall et Marsha Blackburn ont signé [une lettre](#) adressée à Daniel Werfe, commissaire de l'IRS, au sujet d'une réponse « insuffisante et insultante » à une « enquête visant à examiner la conformité légale des organisations caritatives à but non lucratif qui soutiennent les manifestations contre l'État juif ». Deux groupes que les sénateurs ont cités comme étant impliqués dans les manifestations anti-israéliennes étaient Students for Justice in Palestine et Alliance for Global Justice. « Le statut d'exonération fiscale d'une entité est un privilège, et il est de votre responsabilité de vous assurer que seuls ceux qui respectent les lois fiscales bénéficient de ce privilège », ont écrit les sénateurs. La lettre se terminait par une demande d'informations sur le nombre d'organisations post-7 octobre ^{impliquées} dans les manifestations pro-palestiniennes et sur l'identité des groupes qui ont effectivement perdu leur statut d'organisme à but non lucratif en conséquence. Les sénateurs exigent que l'IRS n'accorde plus d'allègements fiscaux spéciaux aux groupes ou organisations qui critiquent Israël.



SHIVAYA INFO



Le fait est que les exemptions fiscales sont généralement accordées après un examen minutieux des références des organisations qui correspondent à diverses définitions religieuses, éducatives ou caritatives. L'un de ces statuts est appelé 501(c)(3) et permet à l'organisation de solliciter des dons qui sont dans la plupart des cas déductibles des impôts, ce qui constitue une incitation majeure lors de la recherche de financements. Là encore, les fondations « caritatives » juives qui soutiennent l'armée israélienne, la création de colonies illégales ou même le génocide des Palestiniens ne seront pas soumises à un tel examen ni à la perte de leur statut spécial de l'IRS. Les groupes critiques de la politique étrangère américaine seront cependant de plus en plus ciblés par l'IRS et punis pour avoir adopté une position politique différente de celle de la Maison Blanche et du Congrès, en particulier si elle concerne Israël. Ce n'est qu'une étape supplémentaire dans la mort de la liberté d'expression en Amérique !

Philip M. Girdali, Ph.D., est le directeur exécutif du Council for the National Interest, une fondation éducatrice déductible des impôts 501(c)3 (numéro d'identification fédéral #52-1739023) qui cherche à mettre en place une politique étrangère américaine davantage axée sur les intérêts au Moyen-Orient. Son site Web est councilforthenationalinterest.org, son adresse est PO Box 2157, Purcellville VA 20134 et son adresse e-mail est inform@cnionline.org.

[← Israël va saigner l'Amérique à blanc et la détruire...](#)

<https://www.unz.com/pgirdali/the-national-security-state-is-killing-free-speech/>